

Le Figaro (site web)  
mercredi 27 janvier 2021 -

Économie ; Conjoncture

Relance : la France est en mesure de mobiliser 100 milliards d'euros de plus, estime l'OFCE

### **Le Figaro avec AFP**

#### **L'État pourrait augmenter son endettement de 5 points de PIB grâce aux taux d'intérêt faibles à moyen terme, selon l'Observatoire des conjonctures économiques.**

Malgré une dette publique record, la France a encore les marges de manœuvre budgétaires pour renforcer son plan de relance de l'économie dans les prochaines années, estime l'Observatoire des conjonctures économiques (OFCE) dans une étude publiée mercredi.

» LIRE AUSSI - Dette Covid: «Le déficit budgétaire le plus élevé de notre histoire contemporaine»

Selon cette étude, du fait du maintien de taux d'intérêt faibles à moyen terme, l'État pourrait encore augmenter son endettement de 5 points de PIB, et dégager ainsi 100 milliards d'euros pour financer des investissements publics permettant de relancer la croissance.

*« Il y a un espace fiscal pour gérer cette crise et financer de l'investissement supplémentaire. C'est largement possible, sans hausse d'impôt », assure Xavier Ragot, président de l'OFCE, lors d'une visioconférence de presse. « Il ne s'agit pas de créer des impôts supplémentaires mais de stabiliser le service de la dette (soit la somme payée chaque année pour honorer sa dette) dans le budget de l'État, et utiliser cet argent pour des choses utiles (...) et des dépenses non récurrentes », ajoute-t-il.*

Selon l'étude, qui critique aussi la mesure de la dette rapportée au PIB, cette marge de manoeuvre vient du fait que les taux d'intérêt auxquels l'État emprunte sur les marchés sont très bas, et vont le rester à moyen terme. Cette baisse s'est amorcée bien avant la crise, du fait notamment d'un excès d'épargne qui a généré une forte demande pour la détention de titres de dettes souveraines. Ce mouvement s'est aussi accentué avec les politiques accommodantes des banques centrales à partir de la crise financière de 2008, mais ce facteur est secondaire selon l'OFCE.

#### ***Et si les taux remontaient ?***

Et si les taux remontaient ? L'étude estime que la France peut éviter ce risque, notamment en allongeant les délais de remboursement, à un coût faible (quelques milliards) par rapport aux 100 milliards dégagés.

Plus que financier, l'enjeu et le risque seraient donc surtout « opérationnels », prévient Xavier Ragot: l'État doit améliorer sa capacité à identifier et à réaliser ces investissements, s'il veut réussir à dépenser ces 100 milliards d'euros d'ici 5 à 10 ans. Car « cela fait 20 ans que toute l'administration a comme objectif de réduire les dépenses et les investissements publics », pointe-t-il.

» LIRE AUSSI - Ces pays qui ont échappé à la récession de 2020

Cette stratégie nécessite toutefois un accord politique au niveau européen, prévient l'OFCE, afin que les flexibilités sur les règles budgétaires accordées aux Etats pendant la crise du Covid-19 soient prolongées. Selon le gouvernement, la dette publique française devrait encore grimper à 122,4% du PIB cette année, après 119,8% en 2020.